

Point presse du 17 mai 2018

Intervention de Colette Basler, codirectrice de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (Le discours prononcé fait foi)

L'USPF ne voit pas en quoi la Vue d'ensemble ouvrirait de nouvelles perspectives à l'agriculture.

Une entreprise agricole est indissociable de son terroir et doit produire dans les conditions imposées par la nature et le climat. Tout ne tourne pas autour du profit. C'est une question de passion, d'amour pour sa terre, les gens et les animaux. Cette réalité difficile à concilier avec le libre marché, la Confédération l'a soutenue jusqu'à présent et à juste titre à travers la protection douanière.

La pression croissante des importations contraindra encore davantage de familles paysannes à cesser leur activité. L'écologie et les petites exploitations diversifiées restent sur le carreau.

Si l'érosion des prix oblige les exploitants à augmenter leurs revenus en travaillant en dehors de l'exploitation, ceux qui restent sur l'exploitation doivent faire face à un surcroît de travail et sont affectés dans leur bien-être physique. Par ailleurs, cette évolution mine la solidarité entre les familles paysannes du monde entier. Si nous produisons dans des conditions équitables en Suisse, le fait d'importer des produits qui nous rendent complices de la destruction de l'environnement dans d'autres pays, par exemple du déboisement de forêts vierges pour la production d'huile de palme et de soja, ne peut nous laisser indifférent. Un peu partout, ce pillage des ressources va de pair avec des pénuries croissantes d'eau et une salinisation des sols. Le non-respect du bien-être animal est un autre manquement que nous ne saurions accepter sans broncher : un bovin argentin est, lui aussi, un animal qui a droit à une détention et une utilisation respectueuses de l'espèce.

La volonté de faire baisser les prix des denrées alimentaires ne justifie pas tout. Il ne suffit pas de vanter son engagement pour une durabilité plus grande ; il faut privilégier les circuits courts et les moyens de transport peu polluants, acheter des produits de la région, éviter de prendre les consommateurs pour des imbéciles, et veiller à déclarer clairement l'origine et la composition des produits.

Il est aussi nécessaire de prêter attention à l'aspect sociopolitique : tout produit équitable mérite un salaire équitable. La CER-N en a aussi reconnu l'importance et a donc demandé un rapport complémentaire censé montrer comment le commerce équitable pourra être mis en œuvre dans le cadre de futurs accords de libre-échange.

Ce qui fait défaut dans la Vue d'ensemble, ce sont des motivations et des perspectives incitant les jeunes à vouloir gagner leur vie dans l'agriculture. Il faut aussi déplorer l'absence d'une vision plus large des choses, notamment en ce qui concerne le statut juridique des paysannes. Aucun développement n'est prévu dans le domaine de la sécurité sociale des femmes et des employés. Même en 2018, près de deux tiers des conjointes des agriculteurs ne sont toujours pas rémunérées. Elles travaillent « à l'œil » dans les fermes, s'occupent des enfants, du ménage et de l'exploitation, et accomplissent encore souvent du travail de « care ». Un merci ne suffit pas en signe de reconnaissance. Il faut une juste rémunération et des prestations sociales.

Au vu de tout ce qui précède et surtout pour le bien de toutes les familles paysannes, l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales renvoie catégoriquement la Vue d'ensemble au Conseil fédéral et invite le Conseil national à faire de même.